



<http://www.apreis.org> English & French Versions
Acteurs, Pratiques, Recherches Européennes et Internationales pour la Soutenabilité
European and International Actors, Practices and Researches to implement Sustainability

L' ECO TOURISME POUR SERVIR UNE STRATEGIE TERRITORIALE DE DEVELOPPEMENT LOCAL ET NATIONAL DURABLE

CAS DE L' ALGERIE :

- **L'INTERET STRATEGIQUE DES KSOURS ET D'UN ECO TOURISME SAHARIEN**
- **LES MOYENS ET LES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE D'UN
TOURISME DURABLE SAHARIEN**

NACEUR Farida, Urbanisme, Centre de recherches sur les régions arides, Algérie

Léo Dayan, Economie, Université de Paris I Panthéon Sorbonne, France

Issyad Ag Kato, Culture touareg, APREIS - ONG Vie et Développement, Niger

Donald Cole, Anthropology - The American University in Cairo, Egypt

Yagoub Al Kandari, Social Work, University of Kuwait, Kuwait

Merad Yassine, Architecture, Université de Biskra, Algérie

Hamdi Dziri, Biologie, Université de Biskra Algérie

Etat sommaire mais essentiel de la situation territoriale en Algérie

Les disparités régionales en matière d'aménagement entre le Nord et le Sud algérien sont extrêmes si l'on considère la très forte concentration des villes et de la population sur les régions côtières, au détriment des régions arides et semi-arides. Ces dernières représentent 87% de la superficie totale du pays et regroupent 1/5 de la population totale. Leur densité est inférieure à l'unité au km², l'une des plus faibles au monde.

Cette forte concentration de la population et des villes dans le Nord a très vite entraîné une dégradation accrue des ressources et de l'environnement due aux très fortes pressions exercées sur les patrimoines naturels locaux et les écosystèmes locaux rendus incapables de répondre aux besoins des habitants. Les villes algériennes du Nord cumulent actuellement de nombreux déséquilibres et dysfonctionnements. Au bétonnage des terres agricoles et à la surexploitation des ressources naturelles se conjuguent la crise exacerbée du logement, de la montée de chômage et de la violence. Il est clair aujourd'hui que le pouvoir attractif des régions du Nord accroîtra les problèmes. Dans ces conditions, porter attention au grand Sud c'est permettre de constituer l'une des assises d'un développement durable de toute l'Algérie de demain.

Certes cette attention existe déjà mais la protection et la valorisation du Sahara sont restées ponctuelles et sans perspective d'ensemble. Seul un nombre restreint de villes importantes a émergé dans le grand sud Algérien. La stratégie de développement promue par l'état dans les régions sahariennes est loin d'être durable, ses limites sont aujourd'hui manifestes à plusieurs niveaux.

Les limites des stratégies centralisées de développement du Sud mises en oeuvre

L'espace oasien est profondément affecté dans ses différents niveaux tant architectural et urbain que territorial, ce qui s'est répercuté négativement sur les pratiques sociales solidement ancrées dans l'épaisseur historique de leur biotope. Le triptyque fondé sur l'eau, la palmeraie et l'habitat, base de l'écosystème oasien, est très menacé face aux mutations imposées et qui remodelent non seulement les aspects socio-économiques mais aussi spatio-culturels.

Les agglomérations urbaines au Sahara enregistrent des accroissements massifs de population au détriment de leurs arrières pays qui se vident à une vitesse jamais observée dans l'histoire de ces régions, menaçant ainsi son équilibre écologique et culturel. Beaucoup de noyaux et de liens sociaux anciens, les « ksours », sont en voie de disparition et avec eux les oasis, les points d'eau et la végétation qu'ils contiennent.

Les extensions successives qui ont caractérisé les villes sahariennes depuis l'indépendance ont favorisé le déclin de la palmeraie qui continue encore à être productive mais qui ne joue plus le rôle

régulateur sur le plan économique. Plusieurs villes oasis ont complètement digéré leur patrimoine phoenicicole, d'autres l'ont réduit de moitié. Disparition et réduction, conjugués à l'exploitation des outils d'urbanisme actuels ont influé négativement sur l'écologie et l'avenir de l'écosystème culturel local et global

En plus de la désertification et l'abandon des « Ksour », l'organisation spatiale et la production architecturale et urbaine spécifique au contexte local saharien semblent graduellement disparaître au profit de l'import de nouvelles approches complètement étrangères au milieu. Bâtiments dépassant en hauteur quatre à cinq niveaux, rues très larges négligeant le prospect, matériaux de construction inadaptés, morphologie inappropriée contrastent avec le paysage naturel en exacerbant davantage les écarts entre les exigences imposées par l'aridité du milieu et les conceptions parachutées.

D'autre part, la prise en charge par l'Etat des extensions illicites nouvelles en matière d'assainissement, de voie et réseaux divers a favorisé l'engouement pour tout ce qui est neuf et accéléré la désertification et l'abandon des ksours.

Face à ces nombreux dysfonctionnements, il est urgent de revoir les principes du développement du Sahara Algérien, en promouvant une stratégie de développement durable, par laquelle la coopération décentralisée et une nouvelle articulation du local et du national et du local et du mondial offrirait des issues positives à tout le pays.

Protection et Valorisation des ressources locales, issue locale et issue nationale

Les villes sahariennes devraient être repensées de manière à être véritablement actives. Leur pouvoir attractif doit tout d'abord et simultanément s'accompagner d'un renforcement **endogène** des liens culturels et sociaux locaux à l'aide des énergies locales et des savoir faire locaux et d'une impulsion nationale d'activités et d'emplois. Ces activités doivent permettre, par leur nature, par leur mode d'émergence et par les emplois générés, de revaloriser des ressources locales et le patrimoine naturel et culturel local et une nouvelle articulation entre sources exogènes de revenus monétaires et usage, devenant plus endogène, de ces revenus.

Sous ces conditions, le tourisme, *le tourisme durable*, pourrait constituer un levier économique puissant pour simultanément permettre la revalorisation de ces régions, la protection du

patrimoine local naturel et culturel et la sauvegarde de l'ensemble des écosystèmes de l'Algérie, sources de la richesse singulière du pays et un des ferments de sa culture.

Parallèlement l'éco-tourisme, qui répond à un besoin fort des populations des pays du Nord, est susceptible de réorienter l'urbanisation et le peuplement de la population algérienne vers les régions sud et d'atténuer les conséquences désastreuses de la concentration de la population urbaine algérienne sur les régions littorales.

Les ksours constituent des terrains propices pour la promotion du tourisme vu leur caractère exceptionnel, la qualité de leurs sites et les possibilités d'accueil qu'ils peuvent offrir.

En liaison avec la préoccupation générale d'un développement durable du Sahara, le patrimoine ksourien par le biais du tourisme écologique et culturel peut être un des générateurs durables d'activités et d'emplois en cascade. Les ksours, une fois restaurés, peuvent devenir des centres d'accueil des visiteurs, permettre la sauvegarde de la mémoire urbaine et être une raison pour les populations locales de retrouver et de croire en leurs racines et en l'espoir.

Les enjeux économiques de la mise en valeur du patrimoine ksourien sont multiples, diverses activités peuvent être générées par ce processus :

Les travaux de conservation ou de restauration des ksours en utilisant les technologies traditionnelles et culturelles devraient mobiliser en même temps que la main d'œuvre spécialisée d'entreprise de travaux publics, les artisans locaux.

Les objets et édifices patrimoniaux restaurés et réhabilités engendrent de nombreux emplois liés à leur fonctionnement et à leur entretien. Leur valorisation touristique génèrent en plus des emplois dédiés à l'animation directe et indirecte des ressources patrimoniales : guides conférenciers.... et , d'autre part, les emplois dans l'hôtellerie, le transport la restauration.....

Bien entendu le tourisme culturel ne peut être le seul et unique outil de développement durable des régions sahariennes. Néanmoins réhabiliter les ksours et aider les habitants à se les réapproprier pourrait largement contribuer à créer une dynamique nouvelle et à alléger la crise de logement en hausse dans tout le pays y compris dans les villes sahariennes, en satisfaisant les demandes de ces habitants en logements. Ce tourisme maîtrisé fait face à la paupérisation des ksouriens en améliorant les conditions d'habitabilité, en luttant contre l'insalubrité et en leur redonnant une image positive de leurs lieux de vie.

Les conditions d'une stratégie de développement des ksours

Si un projet de développement local doit pouvoir s'appuyer sur les ressources locales, la ressource locale, c'est le projet qui le sait intégrer les populations locales dans la conception et la réalisation du projet.

Un projet qui promeut l'aménagement durable du Sud par l'éco-tourisme doit être fondé sur la définition de stratégies patrimoniales pour la protection la revalorisation et la réhabilitation des ksours et espaces oasiens. L'exploration des moyens et des processus capables d'assurer l'implication effective et la participation publique des ksouriens dans le processus de développement de leurs lieux de vie est une nécessité vitale

Pour s'assurer d'une intervention dans cet espace fragile, il est fortement nécessaire d'intégrer les populations locales dès l'étape d'exploration et de conception d'un projet d'éco-développement touristique, et ce d'autant plus que des populations nouvelles partageront périodiquement leurs lieux de vie. Il faudrait donc d'abord établir un diagnostic participatif et consensuel et une analyse coopérative approfondie des structures et des modes de fonctionnement des agglomérations oasiennes actuelles.

A l'échelle urbaine, les anciens Ksour ont été noyés par les différentes extensions et intégrés de facto aux tissus urbains. La dégradation avancée et l'indécence des habitations qui les composent ont favorisé leur abandon relatif car certains Ksours continuent à être habités malgré leur état défectueux. Tout projet ne doit pas manquer d'envisager les stratégies de « retour aux ksours ». Il serait donc nécessaire de s'intéresser aux rapports qu'entretiennent les habitants qui ont quitté les ksours avec leurs habitations.

Le processus de réhabilitation des ksours doit se fixer comme premier objectif la lutte contre l'habitat insalubre. L'expérience dans la vallée du Mزاب a montré que l'amélioration des conditions de confort à l'intérieur des habitations des ksours et spécialement l'amélioration des défaillances en matière d'assainissement ont favorisé le maintien des habitants dans leurs ksours.

Le délabrement résidentiel des ksours s'est accompagné de profondes mutations sociales, la stratification sociale a presque disparu, cela soulève des questionnements autour des nouvelles bases de leur re-structuration sociologique et spatiale.

L'occupation et la désertification des ksours a créé une dynamique nouvelle perturbatrice surtout sur le plan sociologique. La rapide croissance de la population des villes sahariennes durant la dernière décennie conjugue l'accroissement naturel au phénomène de la sédentarisation accélérée.

Ce passage d'une intégration lente des nomades vers une installation brusquée et juxtaposée des nomades et des ksouriens entraîne des retombées sur les modes de vie des habitants et induit une diversité des pratiques et des modes d'habiter qu'il serait impératif d'analyser, d'étudier et de les intégrer comme paramètres dans les initiatives et les propositions d'actions .

Il faudrait pour cela s'interroger sur la cohabitation de populations aux genres de vie contrastés dans les espaces semi-publics constitutifs de l'habitat urbain dans les villes sahariennes qui ont longtemps conservé leur identité, leur spécificité et leur autonomie et qui se voient soumis à un violent processus de mixité.

Une stratégie d'aménagement durable basé sur l'écotourisme ne peut réussir sur le terrain, que si elle a le support et l'écho favorable des populations qu'elle est sensée servir. L'implication effective des gens concernés est d'une importance capitale dans ce processus.

Les décisions qui viennent d'en haut sans consultation préalable des populations sur terrain ont à maintes reprises montré leurs limites. Quand il s'agit de l'application de ces mesures et la mise en oeuvre de ces programmes, elles sont souvent accueillies avec une certaine réticence et une certaine méfiance par ces populations. Il est tout aussi important de réconcilier les intérêts de l'Etat avec ceux des individus et de la collectivité pour espérer s'assurer d'une implication effective des usagers dans un programme et avoir leur participation dans la réussite de telles actions.

Les revers que subit actuellement la ville saharienne trouve, en partie, leurs explications dans la marginalisation du citoyen tant au niveau de la prise de décision qu'au niveau de la conception ou de la gestion de son espace. Pour cela, il est important de saisir l'importance de la dimension participative et de l'implication citoyenne à travers la mise en évidence des savoirs et des savoirs faire locaux pour stimuler les solidarités dormantes et diminuer les tensions inhérentes à l'utilisation et la production de l'espace.

C'est pourquoi les associations religieuses, les zaouis, les tribus, les notables, qui constituent l'épine dorsale de la société civile dans les milieux sahariens, ne doivent pas être ignorés . Ils peuvent être des vecteurs dans des projets visant le développement durable de leurs régions.

Les observations et les études ont montré que les associations traditionnelles sont encore très influentes partout en Algérie et même dans les milieux urbains. Ces associations initient de nombreuses activités indépendamment de l'Etat et permettent aux citoyens d'éviter leur marginalisation et de prendre en toute responsabilité »leurs affaires en main.

Ce dynamisme associatif mérite d'être positivement analysé et intégré dans toute volonté de développement local.

02 Mars 2004